

COMPRENDRE POUR AGIR

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

Préalablement à toute réflexion prospective, aux récurrentes questions du « que peut-il advenir ? » (prospective exploratoire) et du « que pouvons-nous faire ? » (prospective normative), nous sommes en permanence confrontés à un défi majeur : celui de comprendre et de nous représenter la situation actuelle, autant que possible au travers de sa dynamique à long terme, de manière aussi pertinente et fidèle que possible. Et cette tâche première est peut-être la plus difficile, au moins pour trois raisons.

D'abord parce que, lorsqu'on cherche à comprendre la situation actuelle — celle du monde, de la France, d'un village ou d'un secteur d'activité particulier —, très honnêtement, il nous faut reconnaître que l'étendue de notre ignorance est infiniment plus grande que celle de notre connaissance. Ensuite parce que cette connaissance est toujours empreinte de biais de diverses natures. Enfin parce que la quantité d'informations dont nous disposons ne garantit en rien une juste appréciation des choses et, donc, notre connaissance du sujet.

Il faut à cet égard en finir avec la croyance selon laquelle l'essor des technologies de l'information et de la communication nous conférerait désormais un accès direct à la connaissance, et admettre notamment qu'Internet — s'il constitue sans

doute la plus fantastique encyclopédie du monde — n'en reste pas moins en même temps la plus gigantesque poubelle planétaire. On y trouve le meilleur comme le pire, et plus l'information est abondante, plus le discernement devient nécessaire. Notre aptitude à saisir la réalité, à la comprendre, à en déceler la dynamique, reste donc un défi majeur, peut-être plus colossal encore que lorsque notre horizon géographique s'arrêtait aux frontières d'un village ou d'un quartier.

Ce défi, nous y sommes en permanence confrontés, comme en témoignent par exemple, au cours de ces derniers mois, la controverse suscitée en France par la mesure du pouvoir d'achat tel qu'il est évalué et tel qu'il est perçu. Passionnants sont du reste les travaux engagés sur la question à la demande de la ministre française de l'Économie et, notamment, le rapport élaboré dans ce cadre par Philippe Moati et Robert Rochefort¹.

Frappante est, dans la même veine, la déclaration du président Nicolas Sarkozy, lors de sa conférence de presse du 8 janvier 2008, affirmant (comme les soixante-huitards !) que le produit national brut ne saurait être considéré comme l'indicateur synthétique pertinent du « bonheur national net », et qu'il souhaitait « réunir un groupe d'experts internationaux de haut niveau pour réfléchir

1. MOATI Philippe et ROCHEFORT Robert. *Mesurer le pouvoir d'achat*. Paris : La documentation Française, rapport du Centre d'analyse économique n° 73, 2008.

aux limites de la comptabilité nationale et à la meilleure manière » d'apprécier le progrès. On ne peut que se féliciter de cette heureuse et grande ambition, tout en formant le vœu que le comité qu'a accepté de présider le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz puisse approfondir la réflexion qui, sur ce sujet, a déjà donné lieu dans le passé à de très nombreux travaux².

Il est frappant et assez consternant à cet égard d'examiner comment naissent, cheminent et meurent les idées, comment ensuite elles réapparaissent et disparaissent à nouveau... J'ai ainsi parfois l'impression que ce qui est présenté comme une découverte, une création ou une innovation, n'est en réalité que le fruit de notre ignorance et de l'oubli, ou — pour l'exprimer de manière plus positive — que le résultat d'heureuses retrouvailles.

Ainsi retrouvons-nous aujourd'hui un certain intérêt vis-à-vis de la comptabilité de nos emprunts à l'écosystème et des impacts sur celui-ci des activités humaines, question ayant fait récemment l'objet dans nos colonnes d'un article critique sur la notion « d'empreinte écologique »³. Mais qui, parmi ceux qui s'intéressent aux indicateurs du développement durable, connaît le rapport Paley⁴ qui s'attachait déjà, dans les années 1950, à procéder à une comptabilité, en quantités physiques, de ces phé-

nomènes⁵, ou encore les travaux fort importants réalisés par la Commission des comptes du patrimoine naturel, initiés par Serge Antoine lors de la création du ministère français de l'Environnement ? À une époque, incidemment, durant laquelle étaient également engagés d'importants travaux pour apprécier le patrimoine culturel des Français.

Que nos lecteurs me pardonnent s'ils ont le sentiment que je joue les rabat-joie. Loin de moi l'idée que tout a déjà été dit et répété cent fois, au demeurant peut-être en vain. Il n'était pas besoin d'attendre le XXI^e siècle pour affirmer qu'il « n'est de richesse que d'hommes » ; il n'en reste pas moins que la sauvegarde et le développement du « capital humain » demeurent des défis permanents.

Je voudrais simplement rappeler ici combien le problème des indicateurs et, plus généralement, celui de nos moyens d'appréhender la réalité sont anciens, que de très nombreux travaux fort pertinents y ont déjà été consacrés (auxquels *Futuribles*, depuis sa création, a fait très largement écho), qu'il convient donc d'en avoir la mémoire pour les approfondir plutôt qu'en faire table rase, et aussi de nous interroger sur l'usage pouvant être fait (à défaut de précédent) de ces outils dont nous sommes tous conscients qu'aucun d'entre eux, pris isolément, n'est parfait. ■

2. Voir le rapport à la Commission des comptes de la nation, 1966, repris in JOUVENEL Bertrand (de). *Arcadie*. Paris : *Futuribles* (coll. SÉDÉS), 1968.

3. PIGUET Frédéric Paul et alii. « L'empreinte écologique : un indicateur ambigu ». *Futuribles*, n° 334, octobre 2007 — une réponse à cette critique devrait paraître prochainement.

4. PALEY William S. *Resources for Freedom. A Report to the President by the President's Materials Policy Commission*. Washington, D.C. : Government Printing Office, 1952, 5 vol.

5. Voir notamment JOUVENEL Hugues (de). « En quête d'indicateurs pertinents » et BANETH Jean. « Les indicateurs synthétiques de développement ». *Futuribles*, n° 231, mai 1998 ; ainsi que GADREY Jean. « De la croissance au développement. À la recherche d'indicateurs alternatifs ». *Futuribles*, n° 281, décembre 2002.